

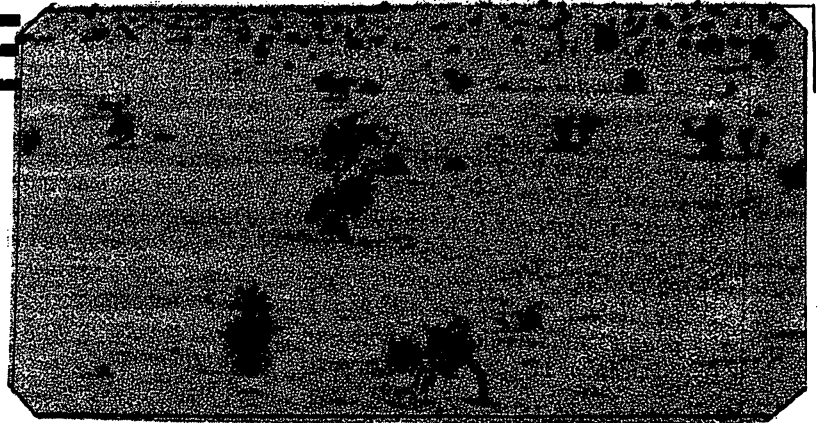
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 LE 13 JUILLET 1992 N° 208 PRIX 4 F

**SECHERESSE
ET
FAMINE**



C'EST LE CAPITALISME



QUI

TUE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

- Page 2 : Editorial
- Page 3 : Côte d'Ivoire
La police assassine les jeunes à Vridi-Canal
- Page 5 : Mali
- Le gouvernement de Konaré est aussi pourri que ceux d'avant
- Les régimes successifs face au problème Touareg
- Page 9 : Immigration
Les familles sans abri luttent pour le relogement
- Page 11 : Tchad
Grève des travailleurs

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF
 - Pli fermé : 85 FF
- Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

SECHERESSE ET FAMINE

C'EST LE CAPITALISME QUI TUE

La famine qui a sévi dans les pays du Sahel, frappe maintenant l'Afrique australe. La sécheresse, de son côté, a réduit de moitié les récoltes produites par l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Zimbabwe, la Namibie, la Tanzanie...

Selon les estimations du FAO, dix-huit millions de personnes sont menacées de famine et trois millions, de mort, dans les semaines qui viennent.

De l'aveu même, pour le moins hypocrite, de Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations-Unies, le climat n'est pas le seul responsable. Il affirme : "les tragédies de cette région sont essentiellement causées par l'homme".

C'est, en effet, une minorité d'hommes à la tête des puissances capitalistes qui pillent les richesses de toute la planète. C'est précisément le système économique international imposé à toute la planète qui soumet les biens alimentaires de première nécessité aux fluctuations de la bourse et aux spéculations diverses sans aucune considération pour la vie ou la mort de millions de gens.

Ce sont les dirigeants des pays capitalistes développés comme les Etats-Unis ou la France qui ont mis en place et protégé les régimes en Afrique ou ailleurs. Les dictateurs de ces régimes ont pour rôle de favoriser les monocultures, censées être pourvoyeuses de devises, au détriment des cultures vivrières. Le système capitaliste, c'est aussi l'endettement auprès des puissances financières internationales qui étouffe l'économie des pays du Tiers-monde.

Ce ne sont ni les moyens techniques ni les moyens humains qui manquent pour soulager les

populations qui vivent sous des climats capricieux. Ce qui fait obstacle, c'est l'organisation de la société telle qu'elle est aujourd'hui. Et tant que les exploités n'auront pas balayé cette société criminelle pour en

construire une autre plus humaine, non pas basée sur les profits, mais sur les besoins réels des populations, il n'y aura pas d'issue pour les déshérités, ni en Afrique ni nulle part ailleurs.

COTE D'IVOIRE

LA POLICE A ASSASSINE DES JEUNES A VRIDI-CANAL

L'Etat ivoirien ne rate pas une occasion pour faire croire qu'il y a trop de bandits, trop de délinquants et qu'il n'y a plus de sécurité dans les quartiers populaires d'Abidjan.

Fort de ce prétexte, la police a débarqué dernièrement dans un bar de Vridi-Canal, quartier ouvrier du port, et a tiré des balles dans le tas.

Elle a assassiné 10 personnes en majorité des adolescents, des jeunes travailleurs, des collégiens, dont une fille âgée à peine de 15 ans. Tous, à l'exception d'un seul d'entre eux, habitaient le quartier et étaient connus par les habitants. C'étaient leurs enfants. La presse, sans exception, les a montrés comme des "grands bandits". Elle a fait l'éloge des assassins, "salué leur courage" pour avoir assassiné froidement les enfants des pauvres.

Les assassins et les criminels dans cette histoire, ce sont les policiers et leurs commanditaires, c'est à dire les riches.

"Ils ont fait ça parce que nous sommes des pauvres", s'est exprimé un habitant du quartier en colère.

Voilà la seule raison à ce massacre. A travers cet acte, les riches ont montré aux pauvres ce qui les attend s'ils se révoltent. C'est

un avertissement. Parce que les vrais voleurs, en définitive, n'est-ce pas tous ces riches ivoiriens et étrangers? N'est-ce pas eux qui exploitent les travailleurs et s'approprient le fruit de leur travail? Combien d'enfants de pauvres meurent parce qu'ils n'ont pas de quoi se soigner? Combien de jeunes traînent dans la misère parce qu'ils ne trouvent pas de travail. N'est-ce pas-là des crimes?



Les riches savent qu'un jour les pauvres feront justice. Ils savent qu'un jour viendra où les pauvres n'accepteront plus rien. Ils ont peur rien que d'y penser. Voilà pourquoi ils terrorisent les pauvres. Voilà pourquoi toute leur presse fait l'éloge de ces massacreurs.

Les riches ont légalisé, institutionnalisé le vol. Les policiers, les militaires, les gendarmes, ne sont que des esclaves armés. Ils sont payés pour maintenir ce système barbare. Ils sont là pour protéger les intérêts des riches. Au passage, en rançonnant les pauvres, ils ne font que prendre leur part du butin. En cas de refus, ils n'hésitent pas à tuer. On a vu ce qui s'est passé à Adjamé, le mois dernier, où ils ont tiré plusieurs balles contre un chauffeur de gbaka qui a refusé de leur donner de

l'argent.

C'est connu, on ne respecte que les forts. C'est pourquoi les pauvres doivent s'organiser dans les usines et les quartiers pour rassembler leur force. Ils pourront répondre à tous les coups que leur porte l'Etat policier. Ils pourront se défendre et ainsi tous ces assassins n'oseront pas venir se frotter à eux. Autrement les assassinats de ce type se répèteront inévitablement.

REACTIONS APRES LA FUSILLADE DE VRIDI

A la suite de ce massacre de Vridi, la presse ivoirienne s'est mise à faire des commentaires, d'autant plus que cela a révolté pas mal de gens.

Ne parlons pas de "Fraternité Matin", quotidien gouvernemental, dont les journalistes sont les griots des hommes au pouvoir, qui déclare cyniquement qu'il faudrait faire des massacres de ce genre tous les jours. Dans cette affaire, ce journal joue le rôle de porte-parole de l'Etat qui assassine des jeunes par l'intermédiaire de son bras droit, la police et l'armée. Ce qui pourrait surprendre certains, mais pas nous, c'est ce qu'écrit "La Voie", journal d'une organisation de l'opposition ivoirienne, le FPI.

Dans un article du numéro paru le 1 juillet, intitulé "Prendre le mal à la racine", on lit : "...L'action policière qui a été menée à Vridi ...n'a laissé personne indifférent". Le journal ajoute, "Nul n'est contre la nouvelle initiative prise par les agents de la police, à savoir abattre tous ces bandits qui n'hésitent pas à faire passer de vie à trépas de paisibles citoyens et même des agents de la force de l'ordre" ... "Nous respectons les agents de la

police...nous louons leur courage jusqu'au risque de leur vie, ils défendent quotidiennement la sécurité de nos villes".

Indépendamment du fait que le FPI est une organisation qui ne représente en rien les intérêts des travailleurs, des opprimés, ses membres et ses sympathisants ont été les victimes de la répression policière au cours des manifestations qu'il a organisées. Son dirigeant, Laurent Gbagbo, est en prison sous une fausse accusation. Son organisation est une des victimes des exactions.

En plus, cette même police a frappé sur tous les travailleurs qui manifestent ou se mettent en grève comme chez Blohorn où l'un d'eux avait perdu un bras. Rappelons aussi ce qui s'est passé tout dernièrement à Filtisac où la police a réprimé violemment les travailleurs parce qu'ils avaient osé faire grève afin de protester contre des mesures de licenciements. Le FPI est un parti bourgeois comme celui qui est actuellement au pouvoir, le PDCI avec Houphouët à sa tête. La seule différence, c'est que l'un est au pouvoir et l'autre veut prendre sa place pour défendre les mêmes intérêts, ceux des riches.

TRANSCAP LES TRAVAILLEURS LICENCIÉS PORTENT PLAINTE

Il y a deux ans, Transcap, société spécialisée dans la manutention et le transit maritime, a été rachetée par une autre entreprise, Delmas, filiale du groupe français Bolloré.

Prétextant une perte d'un milliard six cents millions de francs CFA, le patron a fermé l'entreprise et jeté à la rue une centaine de travailleurs sans aucune indemnité.

Les travailleurs licenciés ont porté plainte contre le patron de

l'entreprise. Après avoir fait traîner le dossier, la justice vient de donner raison à l'employeur.

Et c'est Bolloré, le patron du groupe auquel appartient Delmas qui, il y a seulement quelques mois, a été décoré de "l'ordre national" par les autorités ivoiriennes.

Après ce fait, faut-il s'étonner du jugement rendu? Entre les travailleurs et le patron, le gouvernement ivoirien s'est rangé tout naturellement du côté de ce dernier.

MALI

LE GOUVERNEMENT DE KONARE EST AUSSI POURRI QUE CEUX D'AVANT

A peine Alpha Konaré vient-il de former son équipe gouvernementale qu'un scandale de détournement de fond public éclate au Mali.

En effet, un de ses ministres, Abdoulaye Camara (ministre des industries et des mines) a été contraint de démissionner à la suite de la découverte d'un trou de 5,7 milliards de francs CFA dans les comptes de la SOCOM, société qu'il dirigeait avant d'être nommé ministre. Ce trou proviendrait d'un détournement de fonds de l'Etat que Camara aurait effectué avec la

complicité de 47 fonctionnaires et de 9 commerçants.

Lorsqu'au mois de juin 1992, Konaré a nommé ses ministres, dont Abdoulaye Camara, il les a présentés comme des hommes intègres se mettant au service de la population malienne. Mais les faits ont déjà montré le contraire en l'espace de quelques jours. En réalité le nouveau gouvernement n'a de nouveau que le nom. Mais ses pratiques sont aussi vieilles que celles de ses prédécesseurs.

APRES TRAORE ET TOUMANI, LE REGIME DE KONARE FACE AU PROBLEME TOUAREG

Depuis le mois de juin dernier les incidents entre les villages touaregs et les autorités maliennes se sont multipliés. Plusieurs maisons touaregs ont été incendiées et pillées. Il y eut des morts et des blessés. Le gouvernement malien, tout en déclarant qu'il recherche la paix avec les Touaregs, n'hésite pas à envoyer son armée pour les réprimer au nom de "l'unité et de l'indivisibilité du territoire malien". Les autorités maliennes accusent les dirigeants des mouvements nationalistes touaregs de semer les troubles et les conflits entre les communautés ethniques dans le nord du Mali. Mais ces mêmes autorités cherchent elles aussi à attiser les haines inter-ethniques en poussant les villageois négro-africains à s'affronter avec les Touaregs.

C'est ainsi qu'au nord de Gao, un certain nombre d'officiers de l'armée malienne et des dignitaires locaux du régime ont pris la tête des manifestations d'hostilité envers les Touaregs. Ces manifestations se sont soldées par des morts de part et d'autre ainsi que par des maisons pillées puis brûlées parmi les Touaregs. Ces affrontements ont été présentés par les médias d'Etat du Mali comme une réaction d'auto-défense des populations négro-africaines contre les Touaregs présentés comme des agresseurs, des "rebelles". En réalité, le gouvernement malien, incapable de régler le problème touareg, cherche tout simplement à le déplacer et à le transformer en conflit inter-ethnique.

QUEL EST LE FOND DU PROBLEME ?

C'est depuis plusieurs années que la révolte des Touaregs a éclaté. On se souvient de la mort d'un pilote d'automobile, tué par balle lors du passage du rallye

"Paris-Dakar" de décembre 90-janvier 1991 dans la région de Ménaka, au Mali. Cette mort d'un pilote occidental a fait connaître au grand jour un conflit qui existait depuis plusieurs mois. Par la grande presse on apprenait que les troupes de Moussa Traoré, au Mali, et d'Ali Saïbou, au Niger, avaient fait des centaines de morts parmi les Touaregs.

En mai 1990, au Niger, un commando touareg avait attaqué la sous-préfecture de Tchín-Tabaraden et mis à sac son armurerie. Prétextant que les "rebelles touaregs" étaient "manipulés" par Khadafi pour déstabiliser le Niger, Lai Saïbou envoya son armée pour massacrer les populations touaregs vivant paisiblement dans les villages. Il y eut plusieurs centaines de victimes innocentes que les autorités nigériennes avaient présentées comme "des envahisseurs ou des complices". A la suite de ces massacres, de nombreux postes de police ont été mis à sac par des commandos touaregs qui ont récupéré des armes pour se défendre.

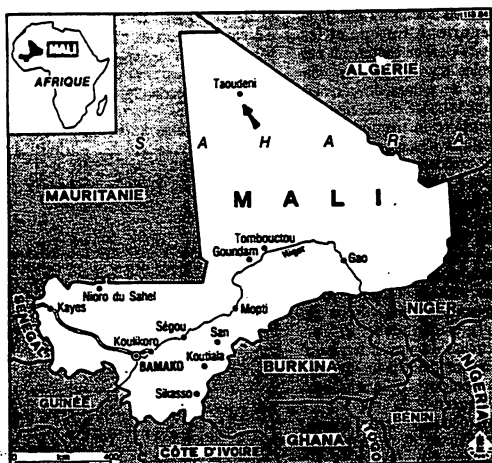
Au mois de juin de la même année, c'est le poste de police de Ménaka, au Mali, qui a été mis à sac. Lors de cette attaque il y eut 14 morts. L'ampleur de la répression des troupes de Moussa Traoré fut telle qu'il y eut plusieurs centaines de morts parmi les populations touaregs. Une grande partie de la région Nord du Mali fut déclarée "zone interdite", quadrillée par l'armée. Ce qui n'a fait qu'exacerber les tensions. Quelques mois après, en septembre 1990, de nouveaux combats eurent lieu près de Bouressa. Il y eut près de 200 morts dans les rangs de l'armée malienne. Mais les autorités maliennes ont caché le nombre de victimes parmi les Touaregs. On parlait de la "disparition" d'un

milliers de personnes au total parmi les civils et les militaires. Cette flambée de violence s'est traduite par l'exode de plusieurs centaines de Touaregs vers l'Algérie.

Le problème des Touaregs ne concerne pas seulement le Mali et le Niger. C'est l'ensemble des pays frontaliers de cette zone du Sahara qui est concerné. L'Algérie de Chadli Bendjedid avait expulsé manu-militari de son territoire, en mai 1986, quelques dix mille Touaregs jugés "en situation irrégulière".

Ce problème ne date pas d'aujourd'hui. C'est un vieux conflit qui remonte à la surface, exacerbé par les conséquences de la crise économique ajoutées à celles de la sécheresse qui frappe l'ensemble de la sous-région depuis plusieurs années.

Le peuple touareg est un peuple nomade qui compte environ un million et demi de personnes réparties entre le Mali, le Niger, la Libye, le Burkina et l'Algérie. La création des frontières artificielles au moment des indépendances va non seulement séparer ce peuple en plusieurs groupes entre les différents Etats régionaux, mais en plus, elle va restreindre les déplacements des caravanes de même que ceux de la population touareg suivant les saisons.



Une des revendications des mouvements touaregs est justement la liberté de circulation dans leur aire de migration sans subir les tracasseries des douaniers, des gendarmes et des diverses administrations qui les harcèlent.

Les différentes autorités de la régions ont toujours voulu que ces populations nomades, plutôt encombrantes et rebelles à leurs administrations, se sédentarisent afin de pouvoir mieux les contrôler mais elles n'y sont pas parvenues.

La sécheresse qui a frappé le Sahel au début des années 70 et au milieu des années 80 a aggravé la situation des Touaregs. L'assèchement des points d'eau (provoqué par l'assèchement des nappes phréatiques) a obligé une grande partie des Touaregs à quitter leurs régions, à abandonner leur mode de vie traditionnel pour émigrer vers d'autres régions et y mener une vie sédentaire à laquelle ils ne sont pas habitués. La plupart sont allés en Algérie ou en Libye pour y trouver refuge. D'autres sont allés grossir les rangs des chômeurs dans les grandes villes, vivant de petits boulots les plus durs et les plus mal payés. Certaines familles sont allées jusqu'à Abijan. C'est ainsi que depuis quelques années, on rencontre dans cette ville des enfants touaregs mendiant dans les rues.

Des organismes internationaux ont envoyé au Mali et au Niger des aides humanitaires destinées aux populations touaregs sinistrées. Mais ces aides ont été dilapidées par les Etats locaux et les fonctionnaires véreux qui se sont enrichis en revendant ces aides à ceux qui auraient dû en bénéficier.

C'est l'ensemble de ces données qui ont constitué le terreau de la révolte de Touaregs.

En janvier 1991, après sept mois d'affrontement sanglant entre l'armée malienne et les partisans du

Mouvement de Libération de Azawad ainsi que ceux du Front Islamo-arabe d'Azawad (deux organisations nationalistes touaregs), un accord de paix a été signé entre le gouvernement malien et ces organisations sous l'égide des autorités algériennes. Le gouvernement de Bamako a accepté de "démilitariser" la région nord du Mali, de créer quelques postes pour les dignitaires touaregs locaux et fait quelques vagues déclarations (du genre de la reconnaissance de la "spécificité culturelle" des Touaregs). Le cessez-le-feu n'a duré que quelques mois. Entre temps Moussa Traoré a été renversé à la suite des émeutes populaires qui ont commencé en décembre 1990 et qui ont été couronnées par l'arrivée de Amani Touré en mars 1991.

Le nouvel homme fort du Mali, "ATT" (qui n'était rien d'autre qu'un des officiers de Moussa, dirigeant un camp de parachutistes chargé de la répression), prétendant résoudre le conflit avec les Touaregs a, lui aussi, signé un "accord de paix" en avril 1992, avec les représentants des mouvements touaregs. Mais pendant ce temps-là, l'armée continuait les représailles tout en parlant de "dialogue" avec les Touaregs. Une "patrouille mixte" a été mise sur pied pour le maintien de l'ordre dans le nord prétendument "démilitarisé" de même qu'un "commissaire au Nord" a été créé.



Tout dernièrement le nouveau gouvernement de Konaré a convoqué

les signataires du "pacte national" pour évoquer les troubles qui semblent de nouveau s'aviver depuis le mois de juin de cette année. Les nouvelles autorités veulent cacher que la répression continue en parlant de "zone d'insécurité au nord". Elles veulent minimiser le problème en ne parlant que des cas isolés et des rebelles "marginiaux". Mais selon certaines informations, des affrontements ont eu lieu.

Le régime de Konaré tout "démocrate" qu'il se prétende, n'est rien d'autre qu'une dictature, pas seulement contre les populations touaregs mais contre l'ensemble des populations déshéritées du Mali. Il n'opprime pas seulement la minorité touareg mais l'ensemble des exploités de ce pays, à commencer par ses propres petits fonctionnaires et les travailleurs des industries nationales à qui il refuse des augmentations de salaire tout en s'appêtant à licencier massivement.

**L'AVENIR, C'EST LA LUTTE DES TOUS
LES EXPLOITES CONTRE TOUS LES
EXPLOITEURS**

Les travailleurs révolutionnaires se doivent évidemment d'être solidaires des populations touaregs lors qu'elles subissent l'oppression du régime en place. Mais ils ne partagent pas pour autant les objectifs politiques des dirigeants nationalistes touaregs.

L'ethnisme n'offre pas de solutions véritables même à la seule oppression ethnique surtout lorsqu'il s'agit d'ethnies qui vivent côte à côte ou mélangées. A plus forte raison, même si un Etat 100 % touareg était concevable, il ne mettrait pas fin à la misère, à l'aggravation des conditions d'existence rendues plus difficiles par le marché capitaliste qui a miné toutes les sociétés traditionnelles.

Le retour vers le passé ancestral que préconisent un certain nombre de dirigeants des mouvements

nationalistes qui prônent l'ethnisme n'est qu'un leurre pour tromper les populations opprimées. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser entraîner vers un retour en arrière, au demeurant impossible et de toutes façons vers un passé qui n'était idyllique ni pour les Touaregs ni pour aucune autre ethnie.

L'avenir, c'est la transformation radicale de toute la structure sociale, le contrôle collectif de la production et de sa répartition, une société où tous les

hommes sont égaux.

Cette transformation n'est possible qu'à des échelles bien plus vastes que les seules régions ethniques. Elle demande la collaboration fraternelle des classes pauvres et exploitées qui aspirent à mettre fin à l'exploitation et à l'oppression. L'ethnisme, le régionalisme comme le nationalisme ne peuvent aller qu'à l'encontre de ce but, en opposant les pauvres et les exploités les uns contre les autres dans un combat stérile.

IMMIGRATION

DES FAMILLES SANS ABRI LUTTENT POUR LEUR RELOGEMENT

Depuis le 22 mai, 203 familles sans abris, de diverses nationalités, expulsées d'un immeuble vétuste du 12^{ème} arrondissement, campent sur l'Esplanade de Vincennes et demandent d'être relogées. Elles ont été rejointes par d'autres familles sans logis venant d'autres localités.

Auparavant, ces 203 familles, comprenant 300 enfants et 85 bébés, ont tenté, sans succès, de s'établir dans un autre immeuble inoccupé à Fontenay-Sous-Bois. A cause du danger que représente cet immeuble, le maire les a reconduites sous bonne escorte à Vincennes, sur l'Esplanade.

La ville de Paris refuse de reloger ces familles. Les autorités municipales disent qu'il y a des gens qui ont déposé depuis plusieurs années des demandes de relogement. Donc pas question de faire passer d'autres avant, sous la pression.

Ces familles, en situation régulière, ont, elles aussi, depuis plusieurs années, fait des demandes de relogement. Mais la réponse ne vient pas. Fatiguées, elles ont

choisi de camper à Vincennes pour alerter l'opinion.

D'autres familles de sans abris ont fait la même chose dans la rue Pixirécourt, à Paris.

Vers la fin du mois de juin, 35 familles en majorité immigrées se sont installées devant un immeuble vide appartenant à la ville de Paris pour demander la réquisition de cet ensemble.

Ces familles de 145 personnes, dont 83 enfants, sont soutenues par une association, le DAL (Droit au Logement) et par des personnalités. Dans les deux cas, la municipalité traîne les pieds. Elle refuse, pour le moment, de reloger ces familles sans logis. Pas parce qu'il manque de logements. A Paris, il existe 40 000 logements libres.

Le problème est ailleurs. Les promoteurs veulent louer leurs appartements à des familles riches, ou du moins aisées, qui peuvent payer le loyer sans difficulté. Pas à des familles travailleuses gagnant le smic ou même moins.

D'autre part, les promoteurs immobiliers préfèrent spéculer sur

les loyers et faire de profits colossaux plutôt que de céder leurs immeubles à ceux qui en ont vraiment besoin pour vivre mais dont les moyens sont limités.

C'est cela, pour les pauvres, la triste loi du capitalisme, un système barbare dans lequel ne compte que le fric!

TCHAD

GREVE DES TRAVAILLEURS L'AVENIR DEPEND DE LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS

Il n'y a pas longtemps, à la suite d'un séjour d'une délégation du FMI à Ndjaména, sous prétexte que le pays traverse une grave crise financière et économique, les autorités tchadiennes ont pris un certain nombre de mesures pour, ont-elles dit, sortir le Tchad de sa situation de banqueroute.

Manassé Guéalbaye, ministre des finances et de l'économie d'alors, est passé à la télévision et à la radio pour réciter tout un chapelet de mesures susceptibles de surmonter la crise. Entre autres décisions, le dégraissage de la fonction publique (2 000 licenciements), la diminution des salaires des fonctionnaires de 30 % et la réduction des effectifs dans l'armée.

Pour faire avaler ces mesures impopulaires, Déby s'est débarrassé de son premier ministre devenu impopulaire, parce qu'incapable de résoudre le moindre problème, Jean Alingué, ancien président de l'assemblée nationale sous la dictature de Habré. Il a nommé à sa place Joseph Yodéïman, ancien sous-fifre de Habré et l'a chargé de former un nouveau gouvernement dit de consensus, avec certains partis d'opposition, notamment l'Alliance Démocratique Tchadienne de Salibou garba et Yodéïman, l'Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme de Fidèle Moungar et l'Union des Forces Démocratiques de Nahor.

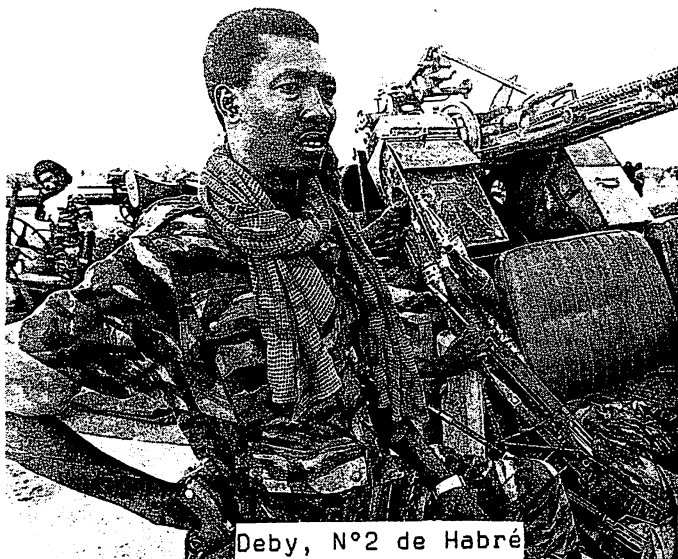
Yodéïman a maintenu les mesures imposées par le FMI et affirmé sa volonté de les appliquer.

Mais c'était sans compter avec les principaux concernés. Les principaux syndicats tchadiens viennent de déclencher un mouvement de grève. Les responsables syndicalistes ont déclaré que ce n'est pas aux travailleurs de faire des sacrifices mais plutôt ceux qui gouvernent et les privilégiés. Ils s'en prennent à ces derniers et les accusent d'être à l'origine du gaspillage et de la dilapidation des fonds de l'Etat, à l'origine de la banqueroute actuelle.

Pourquoi, disent-ils, il faut 26 ministres dans un pays pauvre comme le Tchad alors que la moitié suffirait ? L'un de leurs arguments est aussi le fait que depuis 1976, les salaires n'ont pas bougé alors que le niveau de vie et les différents impôts n'ont cessé d'augmenter et que les dirigeants et les responsables des dictatures qui se sont succédé à la tête du pays s'en mettent plein les poches, s'engraissent et s'enrichissent en puisant dans les caisses de l'Etat.

Les travailleurs en grève ont bien raison de se battre pour défendre leurs intérêts. Les licenciements massifs et la réduction des salaires de 30 % décidées par le FMI et que cherche à appliquer la dictature de Déby sont en effet des mesures criminelles.

Au Tchad comme partout en Afrique ou ailleurs, les travailleurs ne reçoivent qu'un salaire de misère qui ne leur permet que juste de survivre et encore... Même avec un salaire, ils ne peuvent pas faire face à différents problèmes de leurs familles : nourriture, logement, éducation, santé, impôts et autres. Ils vivent dans la misère, vulnérables aux maladies, écrasés par les dettes, malgré, souvent, l'apport de leurs femmes, de leurs enfants ou leurs petits frères obligés de faire de petits boulots pour subvenir aux besoins de la famille, car d'un salaire, en général minable, de 15, 20 ou 30 000 francs CFA, dépend la vie de plus d'une dizaine de personnes.



Deby, N°2 de Habré

Souvent, même ce salaire-là ne tombe pas régulièrement. Les retards dans le paiement des salaires des travailleurs de l'Etat vont de deux à trois mois dans les grands centres urbains tels que Ndjaména, Sarh, Moundou, et de 4 à 6 mois, sinon plus, dans les campagnes. Ce qui n'est pas le cas des responsables, de différents directeurs, des ministres en passant par les dignitaires de l'armée et de la police qui, eux, reçoivent des émoluments importants bien longtemps avant la fin du mois.

Les nouvelles mesures que la

dictature de Déby fait planer sur les travailleurs, si elles se réalisent, risquent d'avoir des conséquences catastrophiques sur la vie des milliers de gens qui, même avec un travail et un salaire, n'arrivent pas déjà à s'en sortir et faire face à leurs problèmes. Ces mesures relèvent d'un acte criminel aussi ignoble et odieux que les assassinats crapuleux dont les populations sont victimes de la part des bandes armées du pouvoir.

Nul, pour le moment, ne peut dire si le bras de fer qui vient de s'engager entre la dictature de Déby et les travailleurs finira par un recul du gouvernement ou aboutira à une autre solution. Tout dépend de la mobilisation des travailleurs, de leur volonté de défendre leurs intérêts.

Mais quelle qu'en soit l'issue, on peut d'ores et déjà dire que la grève actuelle est un pas important dans le sens de l'avenir. L'avenir, c'est que les travailleurs s'organisent, se mobilisent et défendent leurs intérêts.

Mais pour cela, les travailleurs tchadiens, quelles que soient leur ethnie, leur religion, leur région, ont intérêt à s'unir, à ne faire confiance qu'en eux-mêmes et à leurs propres luttes. Ils doivent se méfier des différents hommes politiques bourgeois, du pouvoir comme de l'opposition, qui, tous, ne cherchent qu'à les tromper et les exploiter. Ils ne doivent pas se fier aux blablabla des uns et des autres sur le multipartisme par exemple mais profiter des circonstances actuelles pour s'organiser, pour imposer eux-mêmes les libertés nécessaires et l'amélioration de leur condition de vie, l'augmentation des salaires et le respect de leur dignité.

Plus que toute autre chose, il est surtout vital que les travailleurs se dotent d'une organisation politique indépendante qui puisse offrir une perspective à

l'ensemble de la population opprimée pour en finir un jour avec l'ordre actuel de dictature, d'injustice et d'exploitation sur lequel veillent Déby et ses sous-fifres, les Yodéïman et autres Fidèle Moungar.

Espérons que dans la situation actuelle où l'on voit se créer des

partis, apparaître des journaux, éclater des grèves, il y aura des femmes et des hommes qui émergeront pour aider les travailleurs à s'organiser de façon indépendante. L'avenir de l'ensemble de la population opprimée en dépend. C'est la seule garantie pour une société démocratique et meilleure.

ILS SONT TOUS COUPABLES !

A son arrivée au pouvoir, le dictateur Déby, qui prétendait apporter la liberté et la démocratie au peuple tchadien, a aussi permis la constitution d'une commission dont le rôle est de faire la lumière sur les crimes commis par la dictature de Hissein Habré et les détournements de fonds opérés par celui-ci et les dignitaires de son régime. C'était pour Déby, une façon de chercher à apparaître comme crédible et certainement de vouloir faire oublier qu'il avait lui aussi contribué à la construction de la dictature de Habré qu'il venait de chasser du pouvoir avec l'aide de l'impérialisme français.

Pendant plusieurs mois, la commission a fait des recherches, mené des enquêtes et interrogé des centaines de personnes dont certaines étaient des victimes rescapées des gôles de l'ancien dictateur. Elle a découvert plusieurs charniers tout autour de Ndjaména, la capitale, et dans certaines régions. La commission vient de remettre officiellement les résultats de ses travaux. Ceux-ci sont effarants, quoique les investigations de cette commission ne soit limités qu'à la région de Ndjaména et quelques autres seulement et non à l'ensemble du territoire.

les membres de la commission ont publié, affiché, photos à l'appui, la liste des responsables et des différents agents de la DDS, la fameuse Direction de la Sécurité,

véritable officine d'assassinats et d'emprisonnements arbitraires qui, pendant huit ans, semait la mort et la désolation dans les familles.

Des milliers de Ndjamenois se sont rendus sur les lieux où étaient exposés les documents ayant trait aux crimes perpétrés par Habré.

Quoi que ne se faisant pas d'illusions sur la férocité de la dictature qu'ils avaient vécue, ils ont été surpris par l'ampleur et la profondeur du désastre commis par l'ancien patron de Déby. Ils ont découvert que c'était par centaines que le pays était truffé d'agents et de délateurs de toutes sortes. Il y en avait dans bien de milieux : des responsables de l'Etat, des fonctionnaires, des commerçants ou des jeunes, garçons et filles, spécialisés dans les basses besognes de la délation. Certains d'entre eux étaient formés aux USA, en France, en Israël, en Irak et au Zaïre. Les USA et la France surtout étaient les principaux pourvoyeurs de fonds de la DDS.

La commission a également présenté et expliqué les différentes méthodes de tortures, aussi odieuses les unes que les autres, pratiquées dans les locaux de la DDS. Ont été aussi ouvertes au public les cellules de celles-ci où croupissaient les détenus. Plusieurs victimes rescapées des prisons de Habré sont passés à la télévision et à la radio pour témoigner sur les tortures qu'elles avaient subies et

la manière dont elles avaient été traitées.

Certaines d'entre les victimes portaient des traces de tortures par flagellation, à l'électricité ou au couteau et autres objets. D'autres étaient paralysées des membres et à vie. D'autres encore ont raconté qu'elles avaient été entassées par dizaines dans de petites cellules, privées de nourriture, d'eau, de soins pendant des jours. Beaucoup de prisonniers étaient morts de faim, de soif, de chaleur ou de maladies telle que la dysenterie. Ceux qui survivaient dormaient à côté des cadavres de leurs compagnons, dans la puanteur des corps qui se décomposaient.

Dans leur rapport, les responsables de la commission estiment à au moins 40 000 le nombre de personnes dont plusieurs femmes et enfants, mortes sous la dictature de Habré.

S'appuyant sur les comptes bancaires de l'ancien dictateur et d'autres documents, également publiés, ils ont aussi montré les sommes colossales que celui-ci avait détournées pendant son règne : des dizaines de milliards de F CFA, dont une partie, s'élevant à sept milliards, emportée avec lui lors de sa fuite, permet à Habré de s'offrir aujourd'hui un exil doré à Dakar..

Le bilan de la commission est lourd et plus qu'accablant pour le régime de Habré. Mais dans cette tragédie que le peuple tchadien a subie pendant huit ans, il n'y a pas que l'ancien dictateur qui soit le seul responsable.

Le pouvoir de Habré était une dictature féroce. Cela, on le savait déjà bien avant les publications de cette commission. Mais cette dictature, Habré ne l'a pas imposée et assurée tout seul, bien qu'il en fût le principal responsable. Il l'a fait avec la complicité, la collaboration de tout un ensemble de gens, des militaires, des

politiciens, ses généraux, ses colonels, ses ministres et autres directeurs, qui ont fait le choix de s'allier, de s'associer à lui pour imposer leur dictature à l'ensemble de la population.

Des proches d'hier du dictateur Habré, il y a l'actuel dictateur lui-même, Déby : pendant longtemps, il a été son numéro deux, son chef d'état major. C'est lui et ses compagnons aujourd'hui au pouvoir, les Maldoum, les Bal et autres dignitaires de son parti, le MPS (Mouvement pour le Salut), qui ont aidé Habré à imposer sa dictature. Les différents agents de la DDS sont, certes, responsables, mais pas au même titre que les commanditaires. Ils ne sont que des sous-fifres, des menus fretins. Les requins, les vrais responsables de la mort de milliers de gens sont Habré, bien sûr, mais aussi Déby et compagnie qui dirigent aujourd'hui. Et c'est ça qu'ils veulent cacher en publiant les crimes de Habré dans le but d'apparaître comme des justiciers. Ils veulent détourner l'attention des gens sur de simples petits agents qui n'ont fait qu'exécuter leurs ordres à eux.

Mais il y a aussi les autres, les dignitaires et autres ministres de Habré, les Kamougué, les Lol, les Alingué, les Adoum Moussa Séïf, les Kassiré etc, écartés du pouvoir par Déby, hâtivement reconvertis au multipartisme, qui se disent aujourd'hui "démocrates", prétendent être d'une quelconque opposition et font semblant de découvrir avec surprise les crimes et les atrocités de leur dictature qu'ils ont couverts d'un silence complice parce que cela les arrangeait.

Tous ont contribué à imposer la dictature de Habré. Tous s'en sont servi pour s'enrichir sur le dos des populations pauvres. Tous ont les mains couvertes de sang.

Mais eux-mêmes, y compris Habré, ne sont que des sous-fifres, des nègres de service, de petits

agents, comme ceux justement de la DDS qu'ils chargeaient des basses et sales besognes. Au-dessus d'eux, il y a leurs maîtres, ceux de Paris, de Washington et d'ailleurs. Le principal responsable des crimes de Habré, c'est d'abord l'impérialisme, français notamment. C'est l'impérialisme français qui a imposé Habré. C'est lui qui l'a aidé, huit ans durant, financièrement et militairement avant de le remplacer par Déby parce qu'il était devenu très impopulaire et dérangeant. C'est l'ordre capitaliste injuste, inhumain et forcément dictatorial que la France impérialiste impose par tous les moyens à ses anciennes colonies, dont le Tchad, qui est à l'origine de la mort de 40 000 personnes massacrées par Habré et

ses différents complices à sa solde, mais aussi de la misère et des maladies dont sont écrasées les populations pauvres tchadiennes, comme celles des autres pays d'Afrique.

Ces crimes doivent être payés. Mais aucune justice ne pourra être faite tant que l'ordre actuel existe. La seule façon de faire payer ces crimes à ceux qui en sont responsables, à quelque niveau que ce soit, c'est qu'un jour les opprimés tchadiens s'attaquent à l'ordre capitaliste en vigueur lui-même, aux profiteurs, blancs et noirs, et débarrassent le pays des parasites qui vivent des crimes et de l'exploitation des masses pauvres.

CONFERENCE DE DAKAR

UN DEBAT ENTRE LECHE-BOTTES ET DICTATEURS

Lors de la conférence au sommet de l'OUA qui s'est tenue à Dakar du 29 juin au 1 juillet, un "débat" prétendument "continental" a été organisé à cette occasion à propos de "la transition démocratique". L'objectif officiel de cette conférence était de "civiliser" les rapports entre pouvoir et opposition. C'est tout un programme !

C'est Abdoulaye Wade qui a présidé ce cinéma. Et en matière de cinéma et de "dialogue", il connaît tout un rayon puisque d'opposant à Diouf, il est devenu son ministre d'Etat chéri, avant de redevenir peut-être son rival lors des prochaines élections présidentielles au Sénégal.

Plusieurs délégations de partis d'opposition et des régimes encore en place ont ainsi dialogué des heures durant sur l'art et la manière de jouer à "l'alternance", en douceur, en toute complicité, en toute "civilité".

C'est ainsi par exemple qu'un représentant du FPI (Front Populaire Ivoirien) a échangé quelques amabilités avec le représentant du PDCI d'Houphouët Boigny, ou encore Goukouni Weddey, l'ancien dictateur du Tchad devisait avec le représentant de Déby sur ce que devrait être la "démocratie", etc...

Le clou de cette conférence a été l'élaboration d'un "statut particulier" pour les chefs d'Etat qui accepteraient le verdict des urnes ou qui quitteraient le pouvoir "de leur plein gré". Ce statut préconise "une immunité des poursuites et des avantages moraux et matériels leur garantissant une retraite paisible". En d'autres termes, ils veulent blanchir, protéger et même "chouchouter" ces dictateurs qui ont du sang sur les mains et qui ont détourné pour leurs comptes personnels les deniers de l'Etat pour peu qu'ils acceptent de céder leur place aux opposants. On veut en quelque sorte généraliser ce qui a été fait au Bénin pour

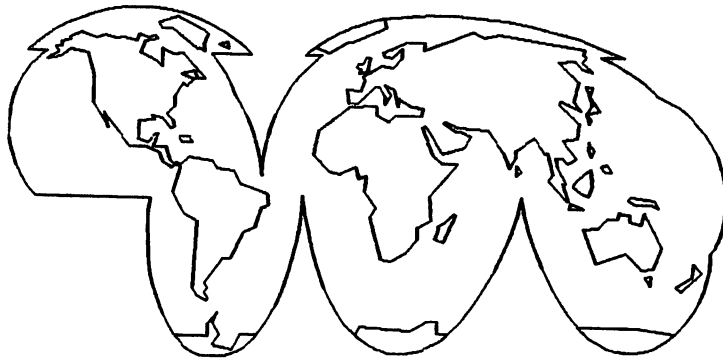
Kérékou.

Voilà ce qui est sorti de ce "débat continental" de Dakar. Tout le reste n'était que du bla-bla sur la "démocratie". Mais il faut croire que même cette pantalonnade des prétendus opposants n'a pas plu à tous les dictateurs venus à cette conférence. C'est ainsi que Obiang Nguéma, le féroce dictateur de la Guinée Equatoriale, aurait déclaré : "je suis arrivé au pouvoir par la

force : que celui qui veut le pouvoir le prenne par la force !". Au moins lui avec son cynisme a dit ce que tous les dictateurs africains doivent penser dans leur for intérieur.

Quant à ces opposants qui veulent faire preuve de "civilité" les dictateurs peuvent peut-être les remercier, mais les populations victimes de ces dictatures n'ont rien à attendre d'eux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.